

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 19/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



SAS SECA

Route de la carrière
73100 Grésy-sur-Aix

Références : 20230314_RAP_InspSECAsud_OCP2023_GresysurAix_Georisques.odt
Code AIOT : 0006101566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement SAS SECA implanté ANTOGER (SUD) 73100 Grésy-sur-Aix. L'inspection a été annoncée le 07/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale "coup de poing" menée par le service d'inspection des installations de la DREAL AURA et porte sur le thème des stockages de produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SECA
- ANTOGER (SUD) 73100 Grésy-sur-Aix
- Code AIOT : 0006101566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 03 janvier 2007, la SAS SECA a été autorisée à exploiter une carrière de roche massive calcaire aux lieux-dits "Montagne de Corsuet", "Chez Blanc", "Les Plantées" et "Les carrières" sur le territoire de la commune de Grésy-sur-Aix, pour une durée de 15 ans.

L'exploitation de la carrière s'effectuait du sud vers le nord, par tranches descendantes, suivant trois phases quinquennales.

Pour rappel, l'exploitant exploite également une carrière de pierres de taille et de granulats, située au nord immédiat de celle qui a fait l'objet de la présente inspection, sous couvert d'un arrêté préfectoral du 06 juillet 2016.

Considérant la nécessité d'apporter un certain nombre de modifications aux conditions d'exploitation de la carrière sud, l'autorisation initiale a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire 17/11/2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Signalisation/Étiquetage des produits chimiques ;
- Disponibilité et mise à jour des Fiches de Données Sécurité (FDS) ;
- Contrôle de l'existence de dispositifs de rétention et justification de la conformité des volumes associés ;
- Suivi/Entretien de l'état des rétentions ;
- Gestion des eaux pluviales collectées dans les rétentions ;
- Maîtrise des règles d'incompatibilité de stockage entre produits (acide/base...).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	/	Sans objet
4	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	/	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a mise en évidence la nécessité de formaliser un certain nombre de mesures déjà réalisées ou à mettre en oeuvre de manière opérationnelle sur site. Par exemple, les calculs de dimensionnement des rétentions présentes dans l'atelier devront être formalisés dans un document tenu à la disposition du service d'inspection.

Par ailleurs, l'exploitant doit formaliser, au travers d'une consigne, un programme de contrôle de l'état de ses dispositifs de rétention ainsi que leur entretien le cas échéant.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une lettre de suite préfectorale pour le calcul du dimensionnement des rétentions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.
Constats : Le contrôle visuel réalisé le jour de l'inspection sur les fûts et bidons stockés sur site n'a pas révélé d'absence d'étiquetage conformes au règlement CLP n°1272/2008. A noter qu'un certain nombre de produits stockés sur rétention (en particulier les huiles YORK ou MOTUL), non concernés par les obligations du règlement CLP, ne présente aucun étiquetage de danger.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats :

Base réglementaire :

L'annexe II du règlement n°1907/2006 "REACH" a été modifié par le règlement (UE) n°2020/878 concernant les exigences relatives au contenu des fiches de données de sécurité (FDS). Le règlement (UE) n°2020/878 est applicable depuis le 1er janvier 2021 et prévoit que les FDS établies conformément au précédent règlement (UE) n° 2015/830 pouvaient continuer à être fournies jusqu'au 31 décembre 2022. Au jour de l'inspection, cette échéance est aujourd'hui dépassée.

En séance, l'exploitant a présenté un classeur regroupant les FDS des produits chimiques utilisés sur site. L'examen de ce document a montré l'existence de fiches de données de sécurité (FDS) manquantes ou non conformes (au regard de l'exigence de mise à jour réglementaire précitée). L'exploitant indique avoir pourtant récemment conduit une campagne de mise à jour de ses FDS auprès de ses différents fournisseurs mais à concédé méconnaître cette échéance de mise en conformité documentaire (qui incombe cependant au fournisseur).

Les FDS sont accessibles à l'ensemble du personnel par l'intermédiaire de ce classeur.

L'exploitant précise que, de manière générale, les manipulations de produits chimiques restent limités aux opérations légères d'entretien des véhicules (tombereau, chargeuse, pelles, etc.).

Observations : L'exploitant doit obtenir, auprès de ses différents fournisseurs de produits chimiques, une version à jour des FDS aujourd'hui non conformes au dernier règlement (UE) applicable à date (et ce depuis le 1er janvier 2021).

Cette obligation résulte de l'article 31.9 du règlement "REACH" qui dispose que " la fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles ; [...]".

D'une manière générale, l'exploitant doit interroger ses fournisseurs afin de s'assurer qu'il dispose de versions à jour concernant les FDS des produits qu'il utilise, afin de vérifier d'une part que son utilisation est couverte par la FDS (cf. rubrique 1.2) et d'autre part mettre en œuvre les mesures de gestion adaptées, conformément à l'article 37 du règlement REACH.

Par ailleurs, l'exploitant veillera à formaliser (feuille d'émargement) les actions de sensibilisation de son personnel à l'utilisation des produits chimiques présents sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à

<p>une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses respectent également ces prescriptions.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des stocks de produits chimiques liquides contrôlés lors de l'inspection de terrain étaient entreposés sur des bacs de rétention. Le hangar de l'atelier abritant les stockages de produits chimique sur rétention dispose par ailleurs d'une dalle béton.</p> <p>L'exploitant n'a cependant pas justifié de la réalisation ni de la formalisation de calculs visant à s'assurer de la conformité réglementaire des volumes de rétention mis en œuvre (adéquation volume de rétention/volume de liquide stocké).</p> <p>Le contrôle visuel opéré a par ailleurs révélé l'absence d'affichage précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le volume effectif de rétention sur certains dispositifs ; - Le volume maximum de produits liquides pouvant être stocké sur chaque rétention (selon la nature du contenant).
<p>Observations :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de procéder à l'affichage du volume utile disponible pour chacune des rétentions mises en oeuvre sur le site ainsi que du volume maximum pouvant être stocké selon la nature du contenant (réservoir ou récipient associé vs récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres) ; - de formaliser ses calculs de dimensionnement de rétention dans un document qui sera tenu à la disposition du service d'inspection.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses</p>

<p>[respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rétentions présentes sur site sont de type "bacs acier" avec une enveloppe extérieure plastique pour certaines d'entre elles. Elles sont étanches aux produits qu'elle pourraient contenir et résistent à la pression statique du produit éventuellement répandu ainsi qu'à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis (au moins à moyen termes).</p> <p>Aucun dispositif d'obturation n'a été recensé sur les rétentions présentes sur site et aucune rétention n'est située à l'air libre (absence de problématique liée à la collecte d'eaux pluviales). De fait, aucune consigne relative à la gestion des eaux pluviales potentiellement captées dans les rétention n'a été formalisée par l'exploitant.</p> <p>Les rétentions contrôlées ne présentaient pas de signe de corrosion manifeste (bon état général extérieur).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué ne pas avoir formaliser un programme particulier de contrôle et d'entretien de ses rétentions.</p> <p>Pour autant, l'exploitant a justifié de la disponibilité effective de kits anti-pollution sur ces zones.</p>
<p>Observations : Pour rappel, l'exploitant doit formaliser une consigne de contrôle de l'état de ses dispositifs de rétention ainsi que leur entretien le cas échéant.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit veiller à maintenir l'ensemble des rétentions dans un bon état de propreté générale (et ce afin de pouvoir détecter dans les tous meilleurs délais un début de fuite sur un des contenant stocké).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage</p>
<p>Constats : Le contrôle réalisé n'a pas relevé d'incompatibilité entre produits stockés sur une même rétention le jour de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a connaissance des règles d'incompatibilité.</p>
<p>Observations : Dans le cadre de la sensibilisation du personnel, la notion d'incompatibilité des produits chimiques devra être explicité. Pour cela, l'exploitant pourra envisager d'afficher à destination du personnel dans le hangar de l'atelier une "grille d'incompatibilité".</p> <p>A noter qu'il n'existe cependant pas de consigne spécifique à destination du personnel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a admis ne pas suivre de manière formalisée l'état des matières stockées dans l'atelier. Pour autant les faibles quantités présentes permettent au chef de carrière, en lien avec les utilisateurs, de connaître de manière approximative la nature et le niveau des produits disponibles.
Observations : Un suivi formalisé des matières stockées devra être mis en place par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet